

PRODUCTION INDUSTRIELLE AU 1^{er} SEMESTRE 2011

Ces chiffres qui font peur

La production industrielle du secteur public national a enregistré une légère hausse de 0,6 % au premier semestre 2011 par rapport à l'année 2010 où elle a enregistré une baisse moyenne de 2,5 %. Ce résultat positif, selon l'Office national des statistiques (ONS), est dû exclusivement aux performances enregistrées dans les secteurs de l'énergie et de l'industrie agroalimentaire.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) – A part ces deux filières qui ont enregistrées respectivement une hausse de 6,9 % et 26,5%, tous les autres secteurs voient leur production chuter selon le bilan de l'ONS. C'est le cas pour le secteur des hydrocarbures dont la production a baissé de 2,7 % durant les deux premiers trimestres de l'année en cours.

Quant aux industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques, électriques et électroniques, la baisse est de 2,5 %.



Photo : DR

Les matériaux de construction ont enregistré une baisse de 12,1 % au deuxième trimestre. Le secteur du textile a chuté de moins de 18 %, le cuir et les

chaussures dégringolent de 10,0 % et le bois et papier de moins de 6,8 %. Par ailleurs, les comptes produits jusque-là annuellement par l'ONS passe-

ront aux comptes trimestriels à partir de l'année prochaine, a déclaré, hier, M. Berrah, DG de l'ONS, en marge de la célébration de la Journée africaine de la

statistique, placée cette année sous le thème : «Tenir les comptes pour améliorer la situation actuelle de l'Afrique et pour un avenir plus brillant.»

L'autre défi de l'Office, selon son responsable, est d'arriver à produire une comptabilité nationale selon les normes des Nations unies.

«Nous devons, comme l'ensemble des pays, nous préparer à adhérer au système des Nations unies en matière de comptabilité nationale qui été arrêté en 2008 et dont l'application au niveau international va démarrer à partir de 2014 jusqu'à 2020», a déclaré le DG. L'Algérie sera-t-elle prête pour ce rendez-vous ?

Pas forcément en 2014, a-t-il dit, mais l'Algérie arrivera forcément à adhérer à ce système pendant la période tracée par les Nations unies. Pour ce faire, souligne M. Berrah, il faut qu'il y ait renforcement de la coordination inter-institutionnelle entre les différents membres du système national de la formation politique.

S. A.

CONCESSION DES TERRES AGRICOLES

«80% des dossiers traités»

Quatre-vingt pour cent des dossiers relatifs aux concessions des terres agricoles ont été traités par l'Office national des terres agricoles. C'est ce qu'a affirmé le secrétaire général du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, hier, sur les ondes de la Radio Chaîne III.

Rym Nasri – Alger (Le Soir) – «L'opération relative à l'attribution des concessions des terres agricoles évolue bien. 80% des dossiers ont été traités par l'Office national des terres agricoles. Il reste encore trois mois pour les retardataires car nous devons être dans les délais de 36 mois pour la délivrance des différents actes», a précisé Sid Ahmed Ferroukhi, SG du ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Soulignant qu'une partie des exploitants ne se sont pas encore présentés pour convertir les droits de jouissance en droit de concession, il affirme que les nombreux dispositifs législatifs en vigueur sont relativement clairs. «Il y a le choix de la concession pour le domaine privé de l'Etat et la propriété privée elle-même, gérée par la loi sur l'APFA (Accession à la propriété foncière agricole). Il existe également une circulaire pour assainir cette situation afin de pouvoir délivrer les actes de propriété à ceux qui ont mis en valeur leurs terres dans les différentes wilayas, notamment steppiques et sahariennes», dira-t-il. Ces «éléments», explique-t-il encore, interviennent dans le but de conforter la relation entre le foncier, le propriétaire et l'exploitant pour convertir leur droit de jouissance en droit de concession.

L'invité de la rédaction assure que le rôle du ministère consiste en l'accompagnement des intéressés dans cette conversion des droits. «C'est pour que ceux qui détiennent le droit de concession de 40 ans reconductible puissent se mettre en situation d'investissement et de

développement de l'exploitation agricole».

Cette opération a permis d'avoir des chiffres «plus précis» ainsi qu'une base de données «réelle» sur ceux qui exploitent les 2 500 000 ha du domaine privé de l'Etat.

S'agissant de l'encouragement des dispositifs Ansej et Cnac dans le secteur

à travers, notamment, la création d'unités d'élevage et d'unités de services, l'intervenant a indiqué qu'aujourd'hui, près de 10 000 jeunes ont pu profiter de ce dispositif. «C'est une évolution intéressante car le nombre a doublé en une année», dira-t-il. Il ajoutera que 50 000 jeunes ont été également intégrés dans les différents

dispositifs économiques de l'agriculture ainsi que les diplômés de l'agriculture et des forêts. «Ils sont au total 40 000 à être intégrés dans ces différentes structures et 8 000 jeunes diplômés intégrés dans les structures administratives du ministère.»

R. N.

TEMMAR EXPLICITE LA VOCATION DE SON MINISTÈRE

La planification, l'évaluation et la cohérence des politiques publiques

La planification, le suivi sont de retour. Le ministre de la Prospective et des Statistiques en fait les maîtres-mots de l'action de son département, mis en place depuis une année, notamment en matière de territorialisation, spatialisat

ion et au niveau sectoriel.

Explicitant hier aux médias l'action de son département, Hamid Temmar a voulu en fait démontrer l'importance de son rôle. Soit en tant que pivot de l'évaluation mais aussi de garant de la cohérence et la coordination des différentes politiques publiques, une cohérence dont il reconnaît qu'elle fait défaut, et en soumettant des rapports aux instances exécutives et en élaborant des notes de conjoncture. De même qu'il s'agit d'observer la situation internationale et notamment les incertitudes économiques en Europe. A ce propos, Hamid Temmar rassure sur la capacité de résistance de notre économie, «relativement saine» quoique mondialisée selon lui, à charge cependant que les prix du pétrole ne baissent pas du niveau de 90 dollars le baril. Sinon, les problèmes risquent d'être graves, avertit-il, dans la mesure où il faudra supporter un important déficit des finances nationales, un déficit actuellement bien géré et garanti par l'épargne nationale. Comme il s'agit d'ob-



Photo : Samir Sid

server la situation nationale, en suivant et en analysant les évolutions démographiques, sociétales, environnementales et économiques, en développant la modélisation économétrique et l'instrumentation d'analyse, en développant le système statistique national au-delà des errements en matière de comptabilité nationale, déficit de communication et capacités insuffisantes. Ainsi, l'on entend poursuivre le recensement économique général, au

demeurant bien avancé, sous la supervision du secrétaire d'Etat délégué à la statistique, Sid-Ali Boukrami, et l'Office national des statistiques (ONS), assumer la mission d'élaborer un budget économique de la nation, comme de se projeter sur le moyen terme, à l'horizon 2020, avec une assistance sud-coréenne et dans un objectif de professionnalisation et de développement des process.

C. B.